



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 58.632/4
du 5 janvier 2016

sur

un projet d'arrêté royal 'relatif
à la mise à disposition sur le
marché d'équipements
hertziens'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 58.632/4
van 5 januari 2016

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'betreffende het op de
markt aanbieden van
radioapparatuur'

Le 9 décembre 2015, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Télécommunications à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à la mise à disposition sur le marché d'équipements hertziens'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 5 janvier 2016. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 janvier 2016.

*

Op 9 december 2015 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Telecommunicatie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende het op de markt aanbieden van radioapparatuur'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 5 januari 2016. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 januari 2016.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'arrêté en projet entend assurer la transposition partielle de la directive 2014/53/UE du Parlement européen et du Conseil du 16 avril 2014 'relative à l'harmonisation des législations des États membres concernant la mise à disposition sur le marché d'équipements radioélectriques et abrogeant la directive 1999/5/CE' (ci-après la directive 2014/53/UE).

2. En ce qui concerne les mesures d'information imposées aux fabricants, aux importateurs et aux distributeurs par la directive 2014/53/UE, la section de législation relève que, s'agissant de la forme et de la langue ou des termes à utiliser, il est essentiellement prévu ce qui suit :

S'agissant des obligations imposées au fabricant

2.1. En ce qui concerne les coordonnées et le point de contact du fabricant, l'article 10, paragraphe 7, de la directive 2014/53/UE prévoit que :

« Les fabricants indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse postale à laquelle ils peuvent être contactés sur les équipements radioélectriques ou, lorsque la taille ou la nature des équipements ne le permettent pas, sur l'emballage ou dans un document accompagnant les produits. L'adresse précise un lieu unique où le fabricant peut être contacté. Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché ».

2.2. En ce qui concerne les instructions et informations de sécurité, le paragraphe 8 du même article dispose quant à lui :

« Les fabricants veillent à ce que les équipements radioélectriques soient accompagnés d'instructions et d'informations de sécurité rédigées dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l'État membre concerné. Les instructions contiennent toutes les indications nécessaires pour utiliser l'équipement radioélectrique selon la destination d'usage. Au nombre de ces indications figure, le cas échéant, une description des accessoires et des composants (y compris logiciels) qui permettent à l'équipement radioélectrique de fonctionner selon l'usage prévu. Ces instructions et ces informations de sécurité, ainsi que tout étiquetage, sont clairs, compréhensibles et intelligibles ».

2.3. Concernant les informations complémentaires à communiquer à l'autorité notifiante, le paragraphe 12 du même article prévoit que :

« Sur requête motivée d'une autorité nationale compétente, les fabricants lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires sur support papier ou par voie électronique pour démontrer la conformité des équipements radioélectriques à la présente directive, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité. À sa demande, ils coopèrent avec cette autorité aux mesures visant à éliminer les risques posés par des équipements radioélectriques qu'ils ont mis sur le marché ».

S'agissant des obligations imposées aux importateurs

2.4. En ce qui concerne les coordonnées de l'importateur, l'article 12, paragraphe 3, de la directive 2014/53/UE prévoit que :

« Les importateurs indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse postale à laquelle ils peuvent être contactés sur les équipements radioélectriques ou, à défaut, sur l'emballage ou dans un document accompagnant les équipements radioélectriques. Cela concerne, en particulier, les équipements trop petits pour accueillir le marquage ou dont l'emballage devrait être ouvert par les importateurs en vue d'y apposer leur nom et leur adresse. Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché ».

2.5. En ce qui concerne les instructions et informations de sécurité, le paragraphe 4 du même article dispose :

« Les importateurs veillent à ce que les équipements radioélectriques soient accompagnés d'instructions et d'informations de sécurité rédigées dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l'État membre concerné ».

S'agissant des obligations imposées aux distributeurs

2.6. L'article 13, paragraphe 2, de la directive 2014/53/UE dispose que :

« Avant de mettre des équipements radioélectriques à disposition sur le marché, les distributeurs vérifient que ces produits portent le marquage CE, qu'ils sont accompagnés des documents requis par la présente directive ainsi que des instructions et des informations de sécurité, rédigés dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals de l'État membre au marché duquel sont destinés ces équipements, et que le fabricant et l'importateur se sont respectivement conformés aux exigences énoncées à l'article 10, paragraphes 2 et 6 à 10, et à l'article 12, paragraphe 3 ».

S'agissant de la déclaration UE de conformité

2.7. L'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/53/UE impose ce qui suit :

« La déclaration UE de conformité est établie selon le modèle figurant à l'annexe VI, contient les éléments du modèle décrits à cette annexe et est mise à jour en

continu. Elle est traduite dans la ou les langues requises par l'État membre dans lequel les équipements radioélectriques sont mis ou mis à disposition sur le marché.

La déclaration UE de conformité simplifiée visée à l'article 10, paragraphe 9, contient les éléments indiqués à l'annexe VII et est mise à jour en continu. Elle est traduite dans la ou les langues requises par l'État membre dans lequel les équipements radioélectriques sont mis ou mis à disposition sur le marché. Le texte complet de la déclaration UE de conformité est disponible à l'adresse internet visée dans la déclaration UE de conformité simplifiée, dans la ou les langues requises par l'État membre dans lequel les équipements radioélectriques sont mis ou mis à disposition sur le marché ».

S'agissant de la documentation technique

2.8. L'article 21, paragraphe 3, de la directive 2014/53/UE dispose comme suit :

« La documentation technique et la correspondance se rapportant aux procédures de l'examen UE de type sont rédigées dans une langue officielle de l'État membre dans lequel est établi l'organisme notifié ou dans une langue acceptée par celui-ci ».

3. Quant aux dispositions de l'arrêté en projet qui entendent transposer les différentes dispositions de la directive 2014/53/UE reproduites ci-avant, elles prévoient ce qui suit, et, au regard des dispositions de droit européen rappelées ci-avant, appellent, de ce fait, les observations suivantes.

S'agissant des obligations imposées au fabricant

3.1. En ce qui concerne les coordonnées et le point de contact du fabricant, l'article 4, § 7, de l'arrêté en projet prévoit que :

« Les fabricants indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse postale à laquelle ils peuvent être contactés sur les équipements hertziens ou, lorsque la taille ou la nature des équipements ne le permettent pas, sur l'emballage ou dans un document accompagnant les produits. L'adresse précise un lieu unique où le fabricant peut être contacté. Les coordonnées sont indiquées dans la ou les langue(s) de la région linguistique où l'équipement est mis sur le marché ».

3.1.1. Cette disposition impose ainsi la rédaction des coordonnées du fabricant dans une ou plusieurs langues spécifiques qui sont celles « de la région linguistique où l'équipement est mis sur le marché », et ce, alors que l'article 10, paragraphe 7, de la directive 2014/53/UE impose uniquement l'indication « dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché », sans habiliter par ailleurs les États membres à déterminer ces langues.

Dans la mesure où il impose au fabricant l'utilisation d'une langue déterminée, le texte en projet fixe donc une exigence plus stricte que celle prévue par la directive 2014/53/UE.

À cet égard, il convient de rappeler que la directive 2014/53/UE est une directive d'harmonisation, fondée, comme son préambule le mentionne, sur l'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Cet article 114 dispose comme suit :

« LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

Article 114

1. Sauf si les traités en disposent autrement, les dispositions suivantes s'appliquent pour la réalisation des objectifs énoncés à l'article 26. Le Parlement européen et le Conseil, statuant conformément à la procédure législative ordinaire et après consultation du Comité économique et social, arrêtent les mesures relatives au rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont pour objet l'établissement et le fonctionnement du marché intérieur.
2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions fiscales, aux dispositions relatives à la libre circulation des personnes et à celles relatives aux droits et intérêts des travailleurs salariés.
3. La Commission, dans ses propositions prévues au paragraphe 1 en matière de santé, de sécurité, de protection de l'environnement et de protection des consommateurs, prend pour base un niveau de protection élevé en tenant compte notamment de toute nouvelle évolution basée sur des faits scientifiques. Dans le cadre de leurs compétences respectives, le Parlement européen et le Conseil s'efforcent également d'atteindre cet objectif.
4. Si, après l'adoption d'une mesure d'harmonisation par le Parlement européen et le Conseil, par le Conseil ou par la Commission, un État membre estime nécessaire de maintenir des dispositions nationales justifiées par des exigences importantes visées à l'article 36 ou relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail, il les notifie à la Commission, en indiquant les raisons de leur maintien.
5. En outre, sans préjudice du paragraphe 4, si, après l'adoption d'une mesure d'harmonisation par le Parlement européen et le Conseil, par le Conseil ou par la Commission, un État membre estime nécessaire d'introduire des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation, il notifie à la Commission les mesures envisagées ainsi que les raisons de leur adoption.
6. Dans un délai de six mois après les notifications visées aux paragraphes 4 et 5, la Commission approuve ou rejette les dispositions nationales en cause après avoir vérifié si elles sont ou non un moyen de discrimination arbitraire ou une restriction déguisée dans le commerce entre États membres et si elles constituent ou non une entrave au fonctionnement du marché intérieur.

En l'absence de décision de la Commission dans ce délai, les dispositions nationales visées aux paragraphes 4 et 5 sont réputées approuvées.

Lorsque cela est justifié par la complexité de la question et en l'absence de danger pour la santé humaine, la Commission peut notifier à l'État membre en question que la période visée dans le présent paragraphe peut être prorogée d'une nouvelle période pouvant aller jusqu'à six mois.
7. Lorsque, en application du paragraphe 6, un État membre est autorisé à maintenir ou à introduire des dispositions nationales dérogeant à une mesure d'harmonisation, la Commission examine immédiatement s'il est opportun de proposer une adaptation de cette mesure.

8. Lorsqu'un État membre soulève un problème particulier de santé publique dans un domaine qui a fait préalablement l'objet de mesures d'harmonisation, il en informe la Commission, qui examine immédiatement s'il y a lieu de proposer des mesures appropriées au Conseil.
9. Par dérogation à la procédure prévue aux articles 258 et 259, la Commission et tout État membre peuvent saisir directement la Cour de justice de l'Union européenne s'ils estiment qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus par le présent article.
10. Les mesures d'harmonisation visées ci-dessus comportent, dans les cas appropriés, une clause de sauvegarde autorisant les États membres à prendre, pour une ou plusieurs des raisons non économiques visées à l'article 36, des mesures provisoires soumises à une procédure de contrôle de l'Union ».

Si cette disposition permet donc aux États membres de maintenir ou d'adopter des mesures plus contraignantes que celles adoptées par les institutions de l'Union, ce n'est que selon des procédures précises, et dans des hypothèses déterminées, à savoir l'introduction « des dispositions nationales basées sur des preuves scientifiques nouvelles relatives à la protection de l'environnement ou du milieu de travail en raison d'un problème spécifique de cet État membre, qui surgit après l'adoption de la mesure d'harmonisation ». Tel n'est pas le cas en l'espèce.

3.1.2. Dans le contexte ainsi décrit, les différents pouvoirs et marges d'appréciation laissés aux États membres par la directive 2014/53/UE doivent s'interpréter de manière stricte.

À cet égard, de la comparaison des différentes dispositions de la directive 2014/53/UE qui ont trait à l'utilisation d'une langue pour la rédaction de certains documents ou informations, il résulte que, contrairement à d'autres hypothèses – comme celle des informations et instructions de sécurité –, la directive n'habilite pas les États membres à déterminer la ou les langues dans lesquelles les coordonnées du fabricant et de l'importateur doivent être mentionnées sur l'équipement ou sur son emballage. Ainsi, concernant ces coordonnées, il n'est pas question de langue(s) « nationale(s) », ni de langue « aisément compréhensible [...] déterminée par l'État membre concerné » mais uniquement de « langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché ».

Un tel régime se comprend aisément dès lors que les coordonnées comprennent notamment et avant tout le nom et l'adresse du fabricant, dont la section de législation n'aperçoit pas l'intérêt d'imposer nécessairement la traduction dans une langue étrangère à celle du pays où cette adresse est située. Ainsi, il s'avérera inutile de disposer de l'adresse en français, en néerlandais ou en allemand, d'un fabricant établi, par exemple, en Pologne, en Espagne, ou en Italie¹ ; au demeurant, un courrier qui serait adressé à ce fabricant par un consommateur, un utilisateur final ou une autorité de surveillance belge qui aurait rédigé l'adresse en français, en néerlandais ou en allemand, n'aurait qu'une chance infime, sinon aucune chance, de parvenir à son destinataire en Pologne, en Espagne ou en Italie.

¹ Il en irait de même, au demeurant, de l'adresse, en français, d'un fabricant établi en région de langue néerlandaise, et vice-versa, ou encore de l'adresse, en français, d'un fabricant établi en région de langue allemande, et vice-versa.

Il s'ensuit que non seulement, la règle linguistique prévue par l'article 4, § 7, du projet s'avère plus contraignante pour le fabricant que celle prévue par la directive 2014/53/UE et ce, sans que le dossier transmis à la section de législation fasse état de ce qu'auraient ait été respectées les procédures et conditions prévues par l'article 114 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, mais en outre, cette règle risque d'avoir un effet contraire à l'objectif poursuivi par le législateur tant européen que belge, à savoir la mise sur le marché de produits dont la sécurité est garantie, en ce compris leur sécurité d'utilisation au regard d'exigences essentielles de protection de la santé et de la sécurité des personnes et des animaux domestiques, ainsi que la protection des biens ².

Par conséquent, la dernière phrase de la disposition à l'examen sera remplacée par la phrase suivante :

« Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et l'Institut ».

3.2. En ce qui concerne les instructions et informations de sécurité, le paragraphe 8 de l'article 4 du projet dispose quant à lui :

« Les fabricants veillent à ce que les équipements hertziens soient accompagnés d'instructions et d'informations de sécurité. Les instructions contiennent toutes les indications nécessaires pour utiliser l'équipement hertzien selon la destination d'usage. Au nombre de ces indications figure, le cas échéant, une description des accessoires et des composants (y compris logiciels) qui permettent à l'équipement hertzien de fonctionner selon l'usage prévu. Ces instructions et ces informations de sécurité, ainsi que tout étiquetage, sont clairs, compréhensibles et intelligibles ».

Cette disposition est en défaut d'assurer la transposition de l'article 10, paragraphe 8, de la directive 2014/53/UE, qui impose à l'État membre concerné de déterminer la « langue aisément compréhensible par les consommateurs et utilisateurs finals ».

Elle sera complétée en conséquence ³.

² Voir notamment l'article 3 de la directive 2014/53/UE ainsi que l'article 32 de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', telle que modifiée par la loi du ... 'portant des dispositions diverses en matière de communications électroniques' (ci-après « la loi du ... ») dont le projet a été adopté par la chambre des représentants le 3 décembre 2015 (*Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 1355/004). Au moment où le présent avis est donné, la loi n'est ni sanctionnée ni promulguée.

³ Il sera tenu compte, à cet égard, de ce que d'une part, le fait d'acquérir un bien dans une région linguistique du pays n'implique pas et ne peut impliquer que l'acheteur connaisse ou se voit imposer l'obligation d'avoir la connaissance de la langue de cette région, et de ce que d'autre part, il convient d'assurer, entre les consommateurs notamment, le respect des principes d'égalité et de non-discrimination inscrits aux articles 10 et 11 de la Constitution. Comparez, *mutatis mutandis*, avec l'article 2 de l'arrêté royal du 7 septembre 2012 'fixant la langue sur l'étiquette et sur la fiche de données de sécurité des substances et mélanges, et désignant le Centre national de prévention et de traitement des intoxications en tant qu'organisme au sens de l'article 45 du Règlement (CE) n° 1272/2008', tel que remplacé par l'arrêté royal du 29 mars 2015, qui dispose comme suit :

« Art. 2. § 1^{er}. Les informations visées à l'article 17, paragraphe 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1272/2008 et devant figurer sur l'étiquette des substances et mélanges sont rédigées, au moins, en français, en néerlandais et en allemand. § 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les informations sont rédigées au moins dans la ou les langues de la région linguistique dans laquelle la mise sur le marché a lieu, lorsque les substances ou mélanges concernés sont mis sur le marché exclusivement à destination d'une ou plusieurs entreprises qui acquiert ces mélanges ou substances aux fins d'une utilisation interne à l'entreprise.

3.3. Concernant les informations complémentaires à communiquer à l'autorité notifiante, le paragraphe 12 du même article prévoit que :

« Sur requête motivée de l'Institut, les fabricants lui communiquent toutes les informations et tous les documents nécessaires sur support papier ou par voie électronique pour démontrer la conformité des équipements hertziens à réglementation en vigueur. À la demande de l'Institut, ils coopèrent avec ce dernier aux mesures visant à éliminer les risques posés par des équipements hertziens qu'ils ont mis sur le marché ».

Cette disposition est en défaut d'assurer la transposition de l'article 10, paragraphe 12, de la directive 2014/53/UE qui impose aux fabricants de transmettre les informations et les documents demandés par l'autorité, dans une langue aisément compréhensible par cette autorité.

Le texte en projet sera revu en conséquence.

S'agissant des obligations imposées aux importateurs

3.4. En ce qui concerne les coordonnées de l'importateur, l'article 6, § 3, de l'arrêté en projet prévoit que :

« Les importateurs indiquent leur nom, leur raison sociale ou leur marque déposée et l'adresse postale à laquelle ils peuvent être contactés sur les équipements hertziens ou, à défaut, sur l'emballage ou dans un document accompagnant les équipements hertziens. Cela concerne, en particulier, les équipements trop petits pour accueillir le marquage ou dont l'emballage devrait être ouvert par les importateurs en vue d'y apposer leur nom et leur adresse ».

Cette disposition est en défaut d'assurer la transposition de l'article 12, paragraphe 3, de la directive 2014/53/UE, dont la troisième phrase prévoit que « Les coordonnées sont indiquées dans une langue aisément compréhensible par les utilisateurs finals et les autorités de surveillance du marché ».

Le texte en projet sera complété en conséquence.

3.5. En ce qui concerne les instructions et informations de sécurité, l'article 6, § 4, de l'arrêté en projet est rédigé comme suit :

« Les importateurs veillent à ce que les équipements hertziens soient accompagnés d'instructions et d'informations de sécurité rédigées dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals, déterminée par l'État membre concerné ».

Les substances ou mélanges sont considérés comme faisant l'objet d'une utilisation interne à l'entreprise s'ils sont utilisés pour la fabrication d'un autre produit. Ils ne sont notamment pas considérés comme faisant l'objet d'une utilisation interne à l'entreprise lorsqu'ils sont remis sur le marché par l'acquéreur sans modification des substances ou mélanges en question, ou de l'étiquette ».

Cette disposition se borne à reproduire l'article 12, paragraphe 4, de la directive 2014/53/UE, qui impose à l'État membre concerné de déterminer la « langue aisément compréhensible par les consommateurs et utilisateurs finals ». Ce faisant, elle n'assure pas la transposition de cette disposition.

Elle sera revue et complétée en conséquence ⁴.

S'agissant des obligations imposées aux distributeurs

3.6. L'article 7, § 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté en projet dispose que :

« Avant de mettre des équipements hertziens à disposition sur le marché belge, les distributeurs vérifient que ces produits portent le marquage CE, qu'ils sont accompagnés des documents requis par le présent arrêté ainsi que des instructions et des informations de sécurité, et que le fabricant et l'importateur se sont respectivement conformés aux exigences énoncées à l'article 4, § 2 et § 6 à § 10 et à l'article 6, § 3 ».

Contrairement à l'article 13, paragraphe 2, de la directive 2014/53/UE, cette disposition ne comporte pas de règle selon laquelle les documents concernés ainsi que les instructions et informations de sécurité doivent être « rédigés dans une langue aisément compréhensible par les consommateurs et autres utilisateurs finals de l'État membre au marché duquel sont destinés ces équipements ».

Le texte en projet sera complété en conséquence.

S'agissant de la déclaration UE de conformité

3.7. Le texte en projet ne comporte aucune règle imposant que la déclaration de conformité intégrale ou simplifiée UE soit traduite conformément aux exigences de l'article 18, paragraphe 2, de la directive 2014/53/UE.

Le texte en projet sera complété en conséquence.

S'agissant de la documentation technique

3.8. L'article 15, alinéa 3, de l'arrêté en projet dispose comme suit :

« La documentation technique et la correspondance se rapportant aux procédures de l'examen UE de type sont rédigées dans une langue officielle de l'État membre dans lequel est établi l'organisme notifié ou dans une langue acceptée par celui-ci ».

Cette disposition se borne à reproduire l'article 21, paragraphe 3, de la directive 2014/53/UE.

Elle doit être revue afin d'assurer la transposition de cette disposition dans la mesure où elle est susceptible de concerner des organismes notifiés qui seraient établis en Belgique, à savoir, les organismes notifiés au sens de l'article 16, 1^o, du projet.

⁴ Voir, à ce propos, la note de bas de page 6.

3.9. Les dispositions de l'arrêté en projet seront revues à la lumière des observations qui précèdent ⁵.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE ET FONDEMENT LÉGAL

1. Le texte en projet entend notamment mettre en place un système de reconnaissance d'organismes chargés d'évaluer et de certifier la conformité des équipements hertziens qu'il vise (dénommés « les organismes notifiés » dans le texte en projet). À ce titre, le texte en projet règle la procédure et les conditions de « notification » (autrement dit, de reconnaissance) des organismes concernés, ainsi que l'exercice des missions de certification qui leur sont confiées, en ce compris les droits, obligations ou pouvoirs qui leur sont conférés à ce titre, et, dans ce cadre, leur rapport avec les opérateurs économiques qui fabriquent, importent ou distribuent les équipements hertziens concernés, et qui sont tenus, par l'arrêté en projet, dans plusieurs hypothèses, de ne procéder à la mise sur le marché ou à la mise à disposition sur le marché que d'équipements dont la conformité aux exigences imposées par le texte en projet ou la loi qui en est le fondement juridique a été reconnue par un organisme « notifié » ⁶.

Aucune disposition de la loi du 13 juin 2005, telle que modifiée par la loi du ..., n'habilite expressément le Roi à mettre en œuvre un tel système de « notification » ni d'intervention d'« organismes notifiés » en vue de la mise sur le marché des équipements hertziens ici visés.

Toutefois, même s'il ne fait pas mention de la mise en place d'un tel système de reconnaissance des organismes chargés d'évaluer la conformité des équipements aux exigences essentielles, l'article 32, § 3, de la loi du 13 juin 2005, disposition visée à l'alinéa 1^{er} du préambule, prévoit que :

« § 3. Sans préjudice des dispositions des §§1^{er} et 2, les équipements ne peuvent être détenus et commercialisés, importés ou acquis en propriété que s'ils satisfont aux conditions suivantes :

1° les équipements sont soumis à une procédure adéquate destinée à évaluer la conformité des équipements aux [exigences essentielles] ⁷ applicables visées aux §§ 1^{er} et 2 ;

2° les équipements sont munis d'un marquage CE de conformité et des autres marques applicables ;

3° les informations nécessaires concernant les conditions de mise en service et de fonctionnement des équipements sont jointes aux équipements.

⁵ Dans le même sens, voir l'avis 57.597/1 donné le 30 juin 2015 sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 octobre 2015 'concernant la mise à disposition sur le marché d'articles pyrotechniques' (observation générale 5.2).

⁶ Voir essentiellement les articles 16 à 25 du projet, ainsi que ses annexes 2 et 3.

⁷ Les mots « exigences de base » employés dans l'article 32, § 3, en vigueur, sont remplacés par les mots « exigences essentielles », par la loi qui vient d'être adoptée par le Parlement et dont le texte est joint à la demande d'avis.

Le Roi fixe, après avis de l'Institut, les modalités des conditions précitées ».

Par ailleurs, l'article 32, § 4, alinéa 3, de la même loi, tel que remplacé par la loi du ..., habilite pour sa part le Roi à fixer les obligations des fabricants, importateurs et distributeurs pour la mise à disposition sur le marché des équipements hertziens.

Par conséquent, dès lors que le régime de « notification » envisagé par le texte en projet a pour objet d'assurer la transposition de la directive 2014/53/UE, et dans la mesure où le texte en projet, dans la plupart de ses dispositions, se borne à reproduire ou à préciser les dispositions de cette directive, il peut trouver un fondement juridique dans l'article 32, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, tel que modifié par la loi du ..., combiné avec l'article 108 de la Constitution.

En conséquence, dans le préambule de l'arrêté en projet, il y a lieu d'insérer un alinéa 1^{er} nouveau, visant l'article 108 de la Constitution.

2. Le texte en projet entend, en ses articles 20 et suivants, confier à l'IBPT le pouvoir de prendre des décisions individuelles relatives aux demandes de « notification ».

Par ailleurs, les articles 26 et suivants du projet permettent à l'IBPT de prendre certaines mesures de retrait du marché ou de rappel d'équipements non-conformes et/ou qui présentent un risque.

C'est au législateur qu'il appartient de fixer les missions et compétences de l'IBPT, ce qui implique notamment que le Roi ne peut lui attribuer des missions autres que celles prévues par la loi.

En l'espèce, le pouvoir de décision ainsi conféré à l'IBPT peut trouver un fondement légal dans les dispositions constitutionnelle et légales déjà citées à l'observation 1 ci-avant, combinées avec l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', qui prévoit que

« Sans préjudice de ses compétences légales, les missions de l'Institut en ce qui concerne les réseaux de communications électroniques et les services de communications électroniques, équipement terminal équipement hertzien et en ce qui concerne les services postaux et les réseaux postaux publics tels que définis à l'article 131 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, sont les suivantes :

[...]

2^o la prise de décisions administratives ».

En conséquence, dans le préambule de l'arrêté en projet, il y a lieu d'insérer un alinéa 2 nouveau, visant l'article 14, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', avec ses modifications encore en vigueur.

3. L'alinéa 1^{er} (devenant l'alinéa 3) sera rédigé comme suit :

« Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 32, § 3, alinéa 2, et § 4, alinéa 3, remplacé par la loi du ... ; ».

4. Dans un alinéa nouveau, il y a lieu de mentionner l'arrêté royal du 26 septembre 2000 'relatif aux équipements hertziens et terminaux et à la reconnaissance de leur conformité' que l'article 29 du projet entend abroger⁸.

DISPOSITIF

Article 3

À l'alinéa 2, il n'y a pas lieu de reproduire l'article 34 de la loi du 13 juin 2005 qui est par ailleurs modifiée par la loi du ..., au surplus à certains égards de manière erronée.

En effet, le procédé qui consiste à reproduire ou à paraphraser des dispositions législatives dans un texte de nature réglementaire ne peut être admis. Pareil procédé est en effet de nature à induire en erreur sur la nature juridique exacte des règles en question et peut laisser croire que ces règles peuvent être modifiées ou abrogées par le pouvoir exécutif, alors que tel n'est pas le cas.

Article 4

L'article 4, § 10, *in fine*, confère un pouvoir réglementaire à l'Institut, étant celui de préciser comment certaines informations figurant sur l'emballage de l'équipement hertzien doivent être présentées.

L'octroi d'un tel pouvoir réglementaire, indépendamment même du fait qu'il ne peut s'opérer qu'à des conditions strictes, est, en tout état de cause, en l'espèce, dépourvu de fondement légal.

C'est au ministre compétent que ce pouvoir doit être attribué.

La disposition à l'examen sera revue en conséquence.

Une observation similaire vaut pour l'article 8, alinéa 2.

Article 5

Il y a lieu de tenir compte de ce que l'article 4 du projet est divisé en paragraphes et non en alinéas.

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 30.

Article 6

Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « à l'article 13 » par les mots « à l'article 12 ».

Article 8

1. À l'alinéa 1^{er}, il convient de préciser quelle est l'autorité à laquelle, en Belgique, les fabricants devront fournir les informations visées.
2. Concernant l'alinéa 2, il est renvoyé à l'observation ci-avant sous l'article 4, § 10.

Article 11

Dans la version française de la disposition à l'examen, il y lieu d'insérer le mot « harmonisées » entre les mots « ou à des parties de normes » et les mots « dont les références ».

Article 15

Dans la version française, à l'alinéa 4, il convient de remplacer le mot « paragraphes » par le mot « alinéas ».

Article 17

L'article 17 du projet reproduit purement et simplement l'article 26 de la directive 2014/53/UE, qui énumère les exigences applicables aux organismes d'évaluation de la conformité, en termes, notamment, de procédures internes, d'indépendance et d'impartialité et d'exigences en termes de personnel.

Cette reproduction de l'article 26 de la directive 2014/53/UE par l'article 17 de l'arrêté en projet pose les difficultés suivantes.

1. Au paragraphe 10 de l'article 17, il y a lieu de remplacer les mots « sauf à l'égard des autorités compétentes de l'État membre où il exerce ses activités » par la désignation des autorités belges compétentes.
2. Au paragraphe 11, la section de législation n'aperçoit pas quelle « législation d'harmonisation applicable » pourrait être visée, autre que l'article 38 de la directive 2014/53/UE, qui impose à la Commission européenne de mettre en place un groupe sectoriel d'organismes notifiés aux fins d'assurer la coordination et la coopération appropriées entre ces organismes et oblige les États membres à veiller à ce que les organismes qu'ils ont notifiés participent aux travaux de ce groupe.

Quoi qu'il en soit, le paragraphe 11 sera revu afin de préciser ce qu'il faut entendre par la notion de « législation d'harmonisation applicable ».

Article 20

1. Constitue un non-sens le fait de qualifier d'« organisme notifié » un organisme d'évaluation de la conformité qui n'a pas encore fait l'objet d'une notification et qui introduit une demande aux fins d'obtenir une telle notification.

À l'article 20, l'alinéa 1^{er} sera rédigé comme suit :

« Tout organisme non encore notifié au sens de l'article 16, qui souhaite accomplir les tâches définies par une ou plusieurs procédures d'évaluation de la conformité prévues par le présent arrêt, introduit une demande de notification ».

2. Il résulte de l'article 20 que l'IBPT examine et se prononce sur la demande de notification.

Cette disposition assure ainsi la transposition des articles 23 et 24 de la directive 2014/53/UE ⁹.

L'auteur du projet s'assurera que l'Institut remplit effectivement toutes les exigences et missions prévues par ces dispositions de droit européen.

3. L'alinéa 3 de l'article 20 prévoit que l'IBPT peut, dans le cadre de l'examen des demandes de notification, se faire « assister par des experts » et que « les coûts résultant des prestations de tiers ayant trait à l'examen de la demande incombent au demandeur ».

Cette disposition a pour objet de contraindre les organismes qui introduisent des demandes de notification à couvrir certains frais exposés par l'autorité compétente dans le cadre de la mission de service public qui lui est confiée, à savoir l'examen des demandes de notification.

Une rétribution est ainsi exigée des demandeurs concernés ¹⁰.

⁹ Et ce, même si les tableaux de correspondance communiqués avec le dossier transmis à la section de législation mentionnent que la transposition de ces dispositions n'est « pas nécessaire ». En effet, les articles 23 et 24 de la directive 2014/53/UE ont trait à la désignation de l'autorité notifiante par chaque État membre et aux exigences auxquelles les autorités notifiantes doivent satisfaire. L'article 20 du projet, ainsi d'ailleurs que son article 16, 1^o, ont pour effet de désigner l'IBPT comme autorité notifiante.

¹⁰ Surabondamment, la section de législation relève que le montant de cette rétribution, et son principe même, sont laissés à l'appréciation de l'IBPT, puisque la décision de recourir à un expert et le choix de cet expert et par conséquent, de sa rémunération, sont entièrement laissés à l'IBPT.

Comme la section de législation l'a déjà rappelé, le principe de légalité inscrit à l'article 173 de la Constitution¹¹ requiert l'intervention du législateur pour l'instauration de rétributions fédérales, législateur à qui il incombe de prévoir les cas dans lesquels une rétribution est due et de désigner les redevables¹².

En l'espèce, s'agissant des rétributions exigées par la disposition en projet, une telle disposition légale expresse fait défaut¹³.

À l'article 20, alinéa 3, la troisième phrase sera donc omise.

Article 26

Au paragraphe 7, les mots « arrêtée par un État membre » seront remplacés par les mots « arrêtée par l'Institut ».

ANNEXE 1

Au point 4.2, les mots « des autorités nationales » et « aux autorités compétentes » seront remplacés par l'identification de l'autorité ou des autorités concernées.

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour l'annexe 2, titre « Module B – Examen UE de type », point 9 et titre « Module C – Conformité au type sur la base du contrôle interne de la production », point 3.2, ainsi que pour l'annexe 3, points 5.2 et 6.

¹¹ Cet article dispose comme suit : « Hors les provinces, les polders et wateringues et les cas formellement exceptés par la loi, le décret et les règles visées à l'article 134, aucune rétribution ne peut être exigée des citoyens qu'à titre d'impôt au profit de l'État, de la communauté, de la région, de l'agglomération, de la fédération de communes ou de la commune ».

¹² Voir notamment, à cet égard, l'avis 33.758/3 donné le 4 juillet 2002 sur un « amendement au projet de loi programme (*Doc. parl.*, Chambre, n° 50-1823/1) concernant le 'Financement de missions particulières dans le cadre de la surveillance de denrées alimentaires' » (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 50 1823/037, p. 5), l'avis 34.328/1/2/3/4 donné le 31 octobre et le 4 novembre 2002 sur un avant-projet devenu la loi-programme (I) du 24 décembre 2002 (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 50 2124/001 et n° 50 2125/001, pp. 450 à 509, obs. sous l'article 283) et l'avis 36.080/1/2/3/4, donné les 7 et 12 novembre 2003 sur un avant-projet devenu la loi-programme du 22 décembre 2003 (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, n° 0473/001 et n° 0474/001, p. 458).

¹³ Il n'appartient pas, à ce stade, à la section de législation de se prononcer sur la compatibilité éventuelle d'une telle disposition législative *de lege ferenda* avec la directive 2014/53/UE.

OBSERVATIONS FINALES DE LÉGISTIQUE

1. Les chapitres seront numérotés en chiffres arabes ¹⁴.
2. Le texte sera revu pour en corriger des fautes grammaticales ou de syntaxe. Par exemple, à l'article 2, il convient d'écrire « on entend » au lieu de « l'on l'entend ».

*

¹⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 64.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontworpen besluit strekt tot de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2014/53/EU van het Europees Parlement en de Raad van 16 april 2014 ‘betreffende de harmonisatie van de wetgevingen van de lidstaten inzake het op de markt aanbieden van radioapparatuur en tot intrekking van Richtlijn 1999/5/EG’ (hierna: richtlijn 2014/53/EU).

2. Met betrekking tot de maatregelen inzake informatie die door richtlijn 2014/53/EU opgelegd zijn aan de fabrikanten, de importeurs en de distributeurs, merkt de afdeling Wetgeving op dat, wat de vorm en de te gebruiken taal of termen betreft, voornamelijk in het volgende wordt voorzien:

Wat de verplichtingen opgelegd aan de fabrikant betreft

2.1. Met betrekking tot de contactgegevens en het contactpunt van de fabrikant wordt in artikel 10, lid 7, van richtlijn 2014/53/EU het volgende bepaald:

“Fabrikanten vermelden op de radioapparatuur hun naam, geregistreerde handelsnaam of geregistreerde merknaam en het postadres waarop contact met hen kan worden opgenomen of, wanneer dit door de omvang of aard van de radioapparatuur niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij de radioapparatuur gevoegd document. Het adres moet één enkele plaats aangeven waar de fabrikant kan worden gecontacteerd. De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal”.

2.2. Met betrekking tot de instructies en de veiligheidsinformatie bepaalt lid 8 van hetzelfde artikel zijnerzijds het volgende:

“Fabrikanten zien erop toe dat de radioapparatuur vergezeld gaat van instructies en veiligheidsinformatie in een door de betrokken lidstaat bepaalde taal die de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen. De instructies bevatten de voor het beoogde gebruik van de radioapparatuur noodzakelijke informatie. Deze informatie omvat, in voorkomend geval, een beschrijving van de accessoires en onderdelen, met inbegrip van software, die het mogelijk maken dat de radioapparatuur functioneert zoals bedoeld. Deze instructies en veiligheidsinformatie, alsmede eventuele etikettering, zijn duidelijk en begrijpelijk”.

2.3. Met betrekking tot de extra informatie die moet worden meegedeeld aan de aanmeldende autoriteit wordt in lid 12 van hetzelfde artikel het volgende bepaald:

“Fabrikanten verstrekken op een met redenen omkleed verzoek van een bevoegde nationale autoriteit aan deze autoriteit op papier of elektronisch alle benodigde informatie en documentatie om de conformiteit van de radioapparatuur met deze richtlijn aan te tonen, in een taal die deze autoriteit gemakkelijk kan begrijpen. Op verzoek van deze autoriteit verlenen zij medewerking aan alle genomen maatregelen ter uitschakeling van de risico's van de door hen in de handel gebrachte radioapparatuur”.

Wat de verplichtingen opgelegd aan de importeurs betreft

2.4. Met betrekking tot de contactgegevens van de importeur wordt in artikel 12, lid 3, van richtlijn 2014/53/EU het volgende bepaald:

“Importeurs vermelden op de radioapparatuur hun naam, geregistreerde handelsnaam of geregistreerde merknaam en het postadres waarop contact met hen kan worden opgenomen of, wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking ervan of in een bij de radioapparatuur gevoegd document. Dit is onder meer het geval wanneer de omvang van de radioapparatuur het onmogelijk maakt of wanneer de importeur de verpakking zou moeten openmaken om zijn naam en adres op de radioapparatuur aan te brengen. De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal”.

2.5. Met betrekking tot de instructies en de veiligheidsinformatie bepaalt lid 4 van hetzelfde artikel het volgende:

“Importeurs zien erop toe dat de radioapparatuur vergezeld gaat van instructies en veiligheidsinformatie in een door de betrokken lidstaat bepaalde taal die de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen”.

Wat de verplichtingen opgelegd aan de distributeurs betreft

2.6. Artikel 13, lid 2, van richtlijn 2014/53/EU bepaalt:

“Alvorens radioapparatuur op de markt aan te bieden, controleren distributeurs of de radioapparatuur voorzien is van de CE-markering en vergezeld gaat van de krachtens deze richtlijn vereiste documenten en van de instructies en veiligheidsinformatie in een taal die de consumenten en andere eindgebruikers in de lidstaat waar de radioapparatuur op de markt wordt aangeboden, gemakkelijk kunnen begrijpen, en of de fabrikant en de importeur respectievelijk aan de eisen in artikel 10, lid 2, en leden 6 tot en met 10, en artikel 12, lid 3, hebben voldaan”.

Wat de EU-conformiteitsverklaring betreft

2.7. Artikel 18, lid 2, van richtlijn 2014/53/EU schrijft het volgende voor:

“De EU-conformiteitsverklaring heeft de structuur van het model in bijlage VI, bevat de daarin vermelde elementen en wordt voortdurend bijgewerkt. Zij wordt vertaald in de taal of talen zoals gevraagd door de lidstaat waar de radioapparatuur in de handel wordt gebracht of op de markt wordt aangeboden.

De vereenvoudigde EU-conformiteitsverklaring als bedoeld in artikel 10, lid 9, bevat de in bijlage VII vermelde elementen en wordt voortdurend bijgewerkt. Zij wordt vertaald in de taal of talen zoals gevraagd door de lidstaat waar de radioapparatuur in de handel wordt gebracht of op de markt wordt aangeboden. De volledige tekst van de EU-conformiteitsverklaring is beschikbaar op het internetadres vermeld in de vereenvoudigde EU-conformiteitsverklaring in de taal of talen zoals gevraagd door de lidstaat waar de radioapparatuur in de handel wordt gebracht of op de markt wordt aangeboden”.

Wat de technische documentatie betreft

2.8. Artikel 21, lid 3, van richtlijn 2014/53/EU luidt als volgt:

“De technische documentatie en de correspondentie in verband met de procedure van het EU-typeonderzoek worden opgesteld in een officiële taal van de lidstaat waar de aangemelde instantie is gevestigd of in een door die instantie aanvaarde taal”.

3. De bepalingen van het ontworpen besluit die ertoe strekken de verschillende hierboven vermelde bepalingen van richtlijn 2014/53/EU om te zetten, hunnerzijds, voorzien in wat hierna volgt en in het licht van de hierboven aangehaalde Europeesrechtelijke bepalingen geven ze zodoende aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Wat de verplichtingen opgelegd aan de fabrikant betreft

3.1. Met betrekking tot de contactgegevens en het contactpunt van de fabrikant wordt in artikel 4, § 7, van het ontworpen besluit het volgende bepaald:

“Fabrikanten vermelden op de radioapparatuur hun naam, geregistreerde handelsnaam of geregistreerde merknaam en het postadres waarop contact met hen kan worden opgenomen of, wanneer dit door de omvang of aard van de radioapparatuur niet mogelijk is, op de verpakking of in een bij de radioapparatuur gevoegd document. Het adres geeft één enkele plaats aan waar de fabrikant kan worden gecontacteerd. De contactgegevens worden gesteld in de taal of talen van het taalgebied waar de apparatuur op de markt wordt gebracht”.

3.1.1. Aldus wordt bij deze bepaling de verplichting opgelegd om de contactgegevens van de fabrikant te stellen in één of meer specifieke talen “van het taalgebied waar de apparatuur op de markt wordt gebracht”, terwijl artikel 10, lid 7, van richtlijn 2014/53/EU alleen voorschrijft dat ze moeten worden gesteld “in een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal”, zonder dat de lidstaten tevens worden gemachtigd om die talen te bepalen.

In zoverre in de ontworpen tekst aan de fabrikant de verplichting wordt opgelegd om een bepaalde taal te gebruiken, wordt erin dus een strengere eis gesteld dan in richtlijn 2014/53/EU.

In dit verband dient in herinnering te worden gebracht dat richtlijn 2014/53/EU een harmonisatierichtlijn is, die, zoals in de aanhef ervan wordt vermeld, steunt op artikel 114 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie.

Dat artikel 114 luidt als volgt:

“DE AANPASSING VAN DE WETGEVINGEN

Artikel 114

1. Tenzij in de Verdragen anders is bepaald, zijn de volgende bepalingen van toepassing voor de verwezenlijking van de doeleinden van artikel 26. Het Europees Parlement en de Raad stellen volgens de gewone wetgevingsprocedure en na raadpleging van het Economisch en Sociaal Comité de maatregelen vast inzake de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaten die de instelling en de werking van de interne markt betreffen.

2. Lid 1 is niet van toepassing op de fiscale bepalingen, op de bepalingen inzake het vrije verkeer van personen en op de bepalingen inzake de rechten en belangen van werknemers.

3. De Commissie zal bij haar in lid 1 bedoelde voorstellen op het gebied van de volksgezondheid, de veiligheid, de milieubescherming en de consumentenbescherming uitgaan van een hoog beschermingsniveau, daarbij in het bijzonder rekening houdend met alle nieuwe ontwikkelingen die op wetenschappelijke gegevens zijn gebaseerd. Ook het Europees Parlement en de Raad zullen binnen hun respectieve bevoegdheden deze doelstelling trachten te verwezenlijken.

4. Wanneer een lidstaat het, nadat door het Europees Parlement en de Raad, door de Raad of door de Commissie een harmonisatiemaatregel is genomen, noodzakelijk acht nationale bepalingen te handhaven die hun rechtvaardiging vinden in gewichtige eisen als bedoeld in artikel 36 of verband houdend met de bescherming van het milieu of het arbeidsmilieu, geeft hij zowel van die bepalingen als van de redenen voor het handhaven ervan, kennis aan de Commissie.

5. Wanneer een lidstaat het, nadat door het Europees Parlement en de Raad, door de Raad of door de Commissie een harmonisatiemaatregel is genomen, noodzakelijk acht, nationale bepalingen te treffen die gebaseerd zijn op nieuwe wetenschappelijke gegevens die verband houden met de bescherming van het milieu of het arbeidsmilieu vanwege een specifiek probleem dat zich in die lidstaat heeft aangediend nadat de harmonisatiemaatregel is genomen, stelt hij de Commissie voorts, onverminderd lid 4, in kennis van de voorgenomen bepalingen en de redenen voor het vaststellen ervan.

6. Binnen zes maanden na de in de leden 4 en 5 bedoelde kennisgevingen keurt de Commissie de betrokken nationale bepalingen goed of wijst die af, nadat zij heeft nagegaan of zij al dan niet een middel tot willekeurige discriminatie, een verkapte beperking van de handel tussen de lidstaten, of een hinderpaal voor de werking van de interne markt vormen.

Indien de Commissie binnen deze termijn geen besluit neemt, worden de in lid 4 en lid 5 bedoelde nationale bepalingen geacht te zijn goedgekeurd.

Indien het complexe karakter van de aangelegenheid zulks rechtvaardigt en er geen gevaar bestaat voor de gezondheid van de mens, kan de Commissie de betrokken lidstaat ervan in kennis stellen dat de in dit lid bedoelde termijn met ten hoogste zes maanden kan worden verlengd.

7. Indien een lidstaat krachtens lid 6 gemachtigd is om nationale bepalingen te handhaven of te treffen die afwijken van een harmonisatiemaatregel, onderzoekt de Commissie onverwijld of er een aanpassing van die maatregel moet worden voorgesteld.

8. Indien een lidstaat een specifiek probleem in verband met volksgezondheid aan de orde stelt op een gebied waarop eerder harmonisatiemaatregelen zijn genomen, brengt hij

dit ter kennis van de Commissie die onverwijld onderzoekt of zij passende maatregelen aan de Raad moet voorstellen.

9. In afwijking van de procedure van de artikelen 258 en 259 kan de Commissie of een lidstaat zich rechtstreeks tot het Hof van Justitie van de Europese Unie wenden indien zij/hij meent dat een andere lidstaat misbruik maakt van de in dit artikel bedoelde bevoegdheden.

10. Bovenbedoelde harmonisatiemaatregelen omvatten, in passende gevallen, een vrijwaringsclausule die de lidstaten machtigt om, op grond van één of meer van de in artikel 36 bedoelde niet-economische redenen, voorlopige maatregelen te treffen die aan een toetsingsprocedure van de Unie worden onderworpen”.

Hoewel het voor de lidstaten op grond van die bepaling dus mogelijk is dwingender maatregelen te handhaven of te nemen dan die welke zijn genomen door de instellingen van de Unie, mag dit alleen volgens duidelijke procedures, en in bepaalde gevallen, namelijk door “nationale bepalingen te treffen die gebaseerd zijn op nieuwe wetenschappelijke gegevens die verband houden met de bescherming van het milieu of het arbeidsmilieu vanwege een specifiek probleem dat zich in die lidstaat heeft aangediend nadat de harmonisatiemaatregel is genomen”. Dit is hier niet het geval.

3.1.2. Binnen de aldus beschreven context moeten de verschillende beoordelingsbevoegdheden en -marges die door richtlijn 2014/53/EU aan de lidstaten worden overgelaten strikt worden geïnterpreteerd.

In dat verband blijkt uit de vergelijking van de verschillende bepalingen van richtlijn 2014/53/EU over het gebruik van een taal bij het opstellen van bepaalde documenten of informatie dat, in tegenstelling tot in andere gevallen – bijvoorbeeld dat van de instructies en de veiligheidsinformatie – de lidstaten door de richtlijn niet worden gemachtigd om de taal of de talen te bepalen waarin de contactgegevens van de fabrikant en de importeur moeten worden vermeld op de apparatuur of op de verpakking ervan. In verband met die contactgegevens is aldus geen sprake van een “nationale” taal of van “nationale” talen, noch van een “door de betrokken lidstaat bepaalde taal die [...] gemakkelijk te begrijpen” is, maar alleen van “een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal”.

Een dergelijke regeling valt gemakkelijk te begrijpen, aangezien de contactgegevens in het bijzonder en bovenal de naam en het adres van de fabrikant omvatten, maar het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat het belang ervan is om voor te schrijven dat die gegevens zeker moeten worden vertaald in een andere taal dan die van het land waar het adres zich bevindt. Aldus zal blijken dat het nutteloos is te beschikken over een Franse, een Nederlandse of een Duitse vertaling van het adres van een fabrikant die bijvoorbeeld in Polen, in Spanje of in Italië¹ gevestigd is; overigens is de kans klein of zelfs onbestaand dat een brief die aan die fabrikant zou worden gericht door een Belgische consument, eindgebruiker of toezichthoudende instantie de geadresseerde in Polen, Spanje of Italië zou bereiken, als het adres erop vermeld zou zijn in het Frans, het Nederlands of het Duits.

¹ Zulks zou overigens ook het geval zijn voor een adres in het Frans van een fabrikant die in het Nederlandse taalgebied is gevestigd en vice versa, of voor een adres in het Frans van een fabrikant die in het Duitse taalgebied gevestigd is en vice versa.

Hieruit volgt niet alleen dat het taalvoorschrift vervat in artikel 4, § 7, van het ontwerp voor de fabrikant dwingender blijkt te zijn dan het voorschrift waarin richtlijn 2014/53/EU voorziet en dit zonder dat in het aan de afdeling Wetgeving overgezonden dossier wordt vermeld dat de procedures en de voorwaarden bepaald in artikel 114 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie zouden zijn nageleefd, maar ook dat het gevaar dat bestaat dat dit voorschrift een effect heeft dat haaks staat op het door de Europese en de Belgische wetgever nagestreefde doel, namelijk het op de markt brengen van producten waarvan de veiligheid gewaarborgd is, waaronder hun gebruiksveiligheid in het licht van essentiële eisen inzake de bescherming van de gezondheid en de veiligheid van personen en huisdieren, en de bescherming van goederen.²

De laatste zin van de voorliggende bepaling dient bijgevolg te worden vervangen door de volgende zin:

“De contactgegevens worden gesteld in een voor de eindgebruikers en het Instituut gemakkelijk te begrijpen taal”.

3.2. Met betrekking tot de instructies en de veiligheidsinformatie luidt paragraaf 8 van artikel 4 van het ontwerp zijnerzijds als volgt:

“Fabrikanten zien erop toe dat de radioapparatuur vergezeld gaat van instructies en veiligheidsinformatie. De instructies bevatten de voor het beoogde gebruik van de radioapparatuur noodzakelijke informatie. Deze informatie omvat, in voorkomend geval, een beschrijving van de accessoires en onderdelen, met inbegrip van software, die het mogelijk maken dat de radioapparatuur functioneert zoals bedoeld. Deze instructies en veiligheidsinformatie, alsmede eventuele etikettering, zijn duidelijk en begrijpelijk”.

Bij die bepaling wordt artikel 10, lid 8, van richtlijn 2014/53/EU niet omgezet, welk artikel voorschrijft dat de betrokken lidstaat een taal moet bepalen “die de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen”.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden aangevuld.³

² Zie inzonderheid artikel 3 van richtlijn 2014/53/EU en artikel 32 van de wet van 13 juni 2005 ‘betreffende de elektronische communicatie’, zoals gewijzigd bij de wet van ... ‘houdende diverse bepalingen inzake elektronische communicatie’ (hierna “de wet van ...”) waarvan het ontwerp op 3 december 2015 door de Kamer van volksvertegenwoordigers is aangenomen (*Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 1355/004). Op het ogenblik waarop dit advies wordt gegeven, is de wet noch bekrachtigd, noch afgekondigd.

³ In dat verband dient ermee rekening te worden gehouden dat enerzijds het feit dat de koper een goed aankoopt in een taalgebied van het land niet impliceert en niet mag impliceren dat hij de taal van dat gebied kent of hem de verplichting wordt opgelegd die te kennen en dat anderzijds inzonderheid tussen de consumenten de naleving moet worden gegarandeerd van de beginselen van gelijkheid en niet-discriminatie vervat in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Vergelijk, *mutatis mutandis*, met artikel 2 van het koninklijk besluit van 7 september 2012 ‘tot vaststelling van de taal op het etiket en op het veiligheidsinformatieblad van stoffen en mengsels, en tot aanwijzing van het Nationaal Centrum ter voorkoming en behandeling van intoxicaties als orgaan bedoeld in artikel 45 van Verordening (EG) nr. 1272/2008’, zoals vervangen bij het koninklijk besluit van 29 maart 2015, dat luidt als volgt: “Art. 2. § 1. De informatie, bedoeld in artikel 17, lid 1, van Verordening (EG) nr. 1272/2008 en die wordt weergegeven op het etiket van de stoffen en mengsels, is ten minste in het Nederlands, het Frans en het Duits opgesteld.

§ 2. In afwijking op paragraaf 1, is de informatie ten minste opgesteld in de taal of talen van het taalgebied waar de producten op de markt worden gebracht, wanneer de stoffen of mengsels in kwestie op de markt worden gebracht en

3.3. Met betrekking tot de extra informatie die moet worden meegedeeld aan de aanmeldende autoriteit wordt in paragraaf 12 van hetzelfde artikel het volgende bepaald:

“Fabrikanten verstrekken op een met redenen omkleed verzoek het Instituut op papier of elektronisch alle benodigde informatie en documentatie om de conformiteit van de radioapparatuur met de geldende regelgeving aan te tonen. Op verzoek van het Instituut verlenen zij medewerking aan alle genomen maatregelen ter uitschakeling van de risico's van de door hen in de handel gebrachte radioapparatuur”.

Bij die bepaling wordt artikel 10, lid 12, van richtlijn 2014/53/EU niet omgezet, welk artikel aan de fabrikanten de verplichting oplegt om de door de autoriteit gevraagde informatie en documentatie te verstrekken, in een taal die deze autoriteit gemakkelijk kan begrijpen.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Wat de verplichtingen opgelegd aan de importeurs betreft

3.4. Met betrekking tot de contactgegevens van de importeur bepaalt artikel 6, § 3, van het ontworpen besluit het volgende:

“Invoerders vermelden op de radioapparatuur hun naam, geregistreerde handelsnaam of geregistreerde merknaam en het postadres waarop contact met hen kan worden opgenomen of, wanneer dit niet mogelijk is, op de verpakking ervan of in een bij de radioapparatuur gevoegd document. Dit is onder meer het geval wanneer de omvang van de radioapparatuur het onmogelijk maakt of wanneer de invoerder de verpakking zou moeten openmaken op zijn naam en adres op de radioapparatuur aan te brengen”.

Bij die bepaling wordt artikel 12, lid 3, van richtlijn 2014/53/EU niet omgezet, aangezien de derde zin van dat artikel als volgt luidt: “De contactgegevens worden gesteld in een voor eindgebruikers en markttoezichtautoriteiten gemakkelijk te begrijpen taal”.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

3.5. Met betrekking tot de instructies en de veiligheidsinformatie is artikel 6, § 4, van het ontworpen besluit als volgt gesteld:

“Invoerders zien erop toe dat de radioapparatuur vergezeld gaat van instructies en veiligheidsinformatie in een door de betrokken lidstaat bepaalde taal die de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen”.

exclusief bestemd zijn voor een bedrijf (of meerdere bedrijven) die deze stoffen of mengsels verwerft voor een gebruik in het bedrijf.

De stoffen of mengsels zijn te beschouwen als stoffen of mengsels voor gebruik in het bedrijf wanneer ze gebruikt worden om een ander product te produceren. Ze zijn in het bijzonder niet te beschouwen als stoffen of mengsels voor gebruik in het bedrijf wanneer ze opnieuw op de markt worden gebracht door het bedrijf dat de stoffen of mengsels verwerft zonder wijziging van deze stoffen of mengsels, of van het etiket”.

Die bepaling doet niets meer dan artikel 12, lid 4, van richtlijn 2014/53/EU overnemen, welk artikel voorschrijft dat de betrokken lidstaat een taal moet bepalen “die de consumenten en andere eindgebruikers gemakkelijk kunnen begrijpen”. Zodoende wordt bij die bepaling artikel 12, lid 4, van de richtlijn niet omgezet.

De bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien en aangevuld.⁴

Wat de verplichtingen opgelegd aan de distributeurs betreft

3.6. In artikel 7, § 2, eerste lid, van het ontworpen besluit wordt het volgende bepaald:

“Alvorens radioapparatuur op de Belgische markt aan te bieden, controleren distributeurs of de radioapparatuur voorzien is van de CE-markering en vergezeld gaat van de krachtens dit besluit vereiste documenten, van de instructies en veiligheidsinformatie, en of de fabrikant en de invoerder respectievelijk aan de eisen in artikel 4, § 2, en § 6 tot en met § 10, en artikel 6, § 3, hebben voldaan”.

In tegenstelling tot artikel 13, lid 2, van richtlijn 2014/53/EU, bevat die bepaling geen regel luidens welke de betrokken documenten evenals de instructies en de veiligheidsinformatie dienen te zijn gesteld “in een taal die de consumenten en andere eindgebruikers in de lidstaat waar de radioapparatuur op de markt wordt aangeboden, gemakkelijk kunnen begrijpen”.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Wat de EU-conformiteitsverklaring betreft

3.7. De ontworpen tekst bevat geen enkele regel die voorschrijft dat de volledige of vereenvoudigde EU-conformiteitsverklaring moet worden vertaald overeenkomstig de vereisten van artikel 18, lid 2, van richtlijn 2014/53/EU.

De ontworpen tekst moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

Wat de technische documentatie betreft

3.8. Artikel 15, derde lid, van het ontworpen besluit luidt als volgt:

“De technische documentatie en de correspondentie in verband met de procedure van het EU-typeonderzoek worden opgesteld in een officiële taal van de lidstaat waar de aangemelde instantie is gevestigd of in een door die instantie aanvaarde taal”.

Die bepaling doet niets meer dan artikel 21, lid 3, van richtlijn 2014/53/EU overnemen.

De bepaling moet worden herzien teneinde te voorzien in de omzetting van artikel 21, lid 3, in zoverre zij betrekking kan hebben op aangemelde instanties die in België

⁴ Zie dienaangaande voetnoot 6.

zouden zijn gevestigd, inzonderheid de aangemelde instanties zoals bedoeld in artikel 16, 1°, van het ontwerp.

3.9. De bepalingen van het ontworpen besluit moeten worden herzien in het licht van de voorgaande opmerkingen.⁵

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF EN RECHTSGROND

1. De ontworpen tekst strekt er inzonderheid toe een regeling uit te werken voor de erkenning van instanties belast met de beoordeling en de certificering van de conformiteit van de radioapparatuur die daarin wordt bedoeld (in de ontworpen tekst “de aangemelde instanties” genoemd). In dat verband, regelt de ontworpen tekst de procedure en bepaalt de voorwaarden die gelden voor de “aanmelding” (anders gezegd, de erkenning) van de betreffende instanties, alsook de uitoefening van de hun toevertrouwde certificeringsopdrachten, met inbegrip van de rechten, plichten of bevoegdheden die hun in dat opzicht worden verleend, en, in dat kader, hun relatie met de marktdeelnemers die de desbetreffende radioapparatuur vervaardigen, invoeren of verdelen, en die er krachtens het ontworpen besluit, in verschillende gevallen, toe gehouden zijn alleen apparatuur op de markt te brengen of op de markt aan te bieden, waarvan de conformiteit met de bij de ontworpen tekst of bij de wet die er rechtsgrond voor biedt opgelegde vereisten, erkend is door een “aangemelde” instantie.⁶

Geen enkele bepaling van de wet van 13 juni 2005, zoals gewijzigd bij de wet van ..., machtigt de Koning uitdrukkelijk een dergelijke systeem in te voeren voor de “aanmelding” of voor het optreden van “aangemelde instanties” met het oog op het op de markt brengen van de hier bedoelde radioapparatuur.

Hoewel in artikel 32, § 3, van de wet van 13 juni 2005, naar welke bepaling wordt verwezen in het eerste lid van de aanhef, geen gewag wordt gemaakt van het invoeren van een zodanig systeem voor de erkenning van de instanties belast met de beoordeling van de conformiteit van de apparatuur met de essentiële eisen, bepaalt dat artikel evenwel het volgende:

“§ 3. Onverminderd de bepalingen van §§ 1 en 2, mag apparatuur slechts gehouden en gecommmercialiseerd worden, ingevoerd worden of in eigendom zijn indien zij voldoet aan de volgende voorwaarden:

1° de apparatuur wordt onderworpen aan een gepaste procedure waarbij de conformiteit van de apparatuur met de onder §§ 1 en 2 toepasselijke [essentiële eisen]⁷ wordt vastgesteld;

⁵ Zie in dezelfde zin advies 57.597/1, op 30 juni 2015 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 20 oktober 2015 ‘betreffende het op de markt aanbieden van pyrotechnische artikelen’ (algemene opmerking 5.2).

⁶ Zie in hoofdzaak de artikelen 16 tot 25 van het ontwerp, alsook de bijlagen 2 en 3 erbij.

⁷ Het woord “basisvereisten”, dat wordt gebruikt in het vigerende artikel 32, § 3, wordt bij de wet die zopas is aangenomen door het Parlement en waarvan de tekst bij de adviesaanvraag is gevoegd, vervangen door de woorden “essentiële eisen”.

2° de apparatuur is voorzien van een CE-merkteken van conformiteit en van de andere van toepassing zijnde opschriften;

3° bij de apparatuur wordt de nodige informatie gevoegd over de voorwaarden inzake de ingebruikname en de werking van de apparatuur.

De Koning, na advies van het Instituut, bepaalt de nadere regels inzake voornoemde voorwaarden.”

Daarnaast machtigt artikel 32, § 4, derde lid, van dezelfde wet, zoals vervangen bij de wet van..., zijnerzijds de Koning de verplichtingen te bepalen van de fabrikanten, invoerders en distributeurs bij het op de markt aanbieden van radioapparatuur.

Aangezien de ontworpen regeling voor de “aanmelding” strekt tot de omzetting van richtlijn 2014/53/EU, en de meeste bepalingen van de ontworpen tekst alleen maar de bepalingen van die richtlijn overnemen of verduidelijken, kan er bijgevolg rechtsgrond voor worden gevonden in artikel 32, § 3, tweede lid, en § 4, derde lid, van de wet van 13 juni 2005, zoals gewijzigd bij de wet van ..., *junctis* artikel 108 van de Grondwet.

Bijgevolg dient in de aanhef van het ontworpen besluit een nieuw eerste lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar artikel 108 van de Grondwet.

2. De artikelen 20 en volgende van de ontworpen tekst strekken ertoe aan het BIPT de bevoegdheid te verlenen individuele beslissingen te nemen met betrekking tot de verzoeken om “aanmelding”.

Bij de artikelen 26 en volgende van het ontwerp wordt het BIPT gemachtigd bepaalde maatregelen te treffen om apparatuur die niet conform is of een risico vormt uit de handel te nemen of terug te roepen.

Het staat aan de wetgever om de opdrachten en bevoegdheden van het BIPT te bepalen, hetgeen inzonderheid inhoudt dat de Koning er geen andere taken aan kan opdragen dan die waarin de wet voorziet.

In casu kan voor de beslissingsbevoegdheid die aldus aan het BIPT wordt verleend rechtsgrond worden gevonden in de zo-even onder opmerking 1 geciteerde grondwettelijke en wettelijke bepalingen, *junctis* artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, dat luidt als volgt:

“Onverminderd zijn wettelijke bevoegdheden, heeft het Instituut de volgende taken met betrekking tot elektronische communicatienetwerken en elektronische communicatiediensten, eindapparatuur, radioapparatuur en met betrekking tot postdiensten en openbare postnetwerken zoals gedefinieerd door artikel 131 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven:

[...]

2° het nemen van administratieve beslissingen;”.

Bijgevolg dient in de aanhef van het ontworpen besluit een nieuw tweede lid te worden ingevoegd waarin wordt verwezen naar artikel 14, § 1, eerste lid, 2°, van de wet van 17 januari 2003 ‘met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector’, met de nog vigerende wijzigingen ervan.

3. Het eerste lid (dat het derde lid wordt) behoort te worden gesteld als volgt:

“Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 32, § 3, tweede lid, en § 4, derde lid, vervangen bij de wet van ...;”.

4. In een nieuw lid dient te worden verwezen naar het koninklijk besluit van 26 september 2000 ‘betreffende de radio- en eindapparatuur en de erkenning van hun conformiteit’, waarvan artikel 29 van het ontwerp de opheffing beoogt.⁸

DISPOSITIEF

Artikel 3

Het tweede lid is een, overigens in sommige opzichten onjuiste, weergave van artikel 34 van de wet van 13 juni 2005, die bovendien is gewijzigd bij de wet van Dat artikel behoort niet te worden overgenomen.

Het aanhalen of parafraseren van wettelijke bepalingen in een tekst van reglementaire aard is immers niet toelaatbaar. Een dergelijke werkwijze kan immers verwarring doen ontstaan omtrent het ware rechtskarakter van de betrokken regels en kan de indruk wekken dat die regels door de uitvoerende macht kunnen worden gewijzigd of opgeheven, terwijl zulks niet het geval is.

Artikel 4

Bij artikel 4, § 10, *in fine*, wordt aan het Instituut een reglementaire bevoegdheid toegekend, namelijk het preciseren van de wijze waarop bepaalde op de verpakking van de radioapparatuur verstrekte informatie moet worden gepresenteerd.

Voor het toekennen van zulke reglementaire bevoegdheid is, nog los van het feit dat die enkel kan worden verleend onder strikte voorwaarden, in ieder geval, *in casu*, geen rechtsgrond voorhanden.

Die bevoegdheid dient te worden verleend aan de bevoegde minister.

De voorliggende bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

Een vergelijkbare opmerking geldt voor artikel 8, tweede lid.

⁸ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 30.

Artikel 5

Er moet rekening mee worden gehouden dat artikel 4 van het ontwerp opgedeeld is in paragrafen in plaats van in leden.

Artikel 6

In paragraaf 2, eerste lid, moeten de woorden “in artikel 13” worden vervangen door de woorden “in artikel 12”.

Artikel 8

1. In het eerste lid moet worden gespecificeerd aan welke overheid, in België, de fabrikanten de bedoelde informatie moeten verstrekken.
2. Wat betreft het tweede lid wordt verwezen naar de bovenstaande opmerking over artikel 4, § 10.

Artikel 11

In de Franse tekst van de voorliggende bepaling moet het woord “harmonisées” worden ingevoegd tussen de woorden “ou à des parties de normes” en de woorden “dont les références”.

Artikel 15

In het vierde lid van de Franse tekst moet het woord “paragraphes” worden vervangen door het woord “alinéas”.

Artikel 17

Artikel 17 van het ontwerp is zonder meer een weergave van artikel 26 van richtlijn 2014/53/EU, waarin de eisen worden opgesomd die van toepassing zijn op de conformiteitsbeoordelingsinstanties, met name op het vlak van interne procedures, onafhankelijkheid en onpartijdigheid en eisen op het vlak van personeel.

Die weergave van artikel 26 van richtlijn 2014/53/EU in artikel 17 van het ontworpen besluit levert de volgende problemen op.

1. In paragraaf 10 van artikel 17 moeten de woorden “behalve ten opzichte van de bevoegde autoriteiten van de lidstaat waarin de werkzaamheden plaatsvinden” worden vervangen door de aanwijzing van de bevoegde Belgische overheden.

2. Bij paragraaf 11 ziet de afdeling Wetgeving niet in welke “desbetreffende harmonisatiewetgeving” bedoeld zou kunnen worden, behalve artikel 38 van richtlijn 2014/53/EU, waarbij de Europese Commissie wordt belast met de oprichting van een sectorale groep van aangemelde instanties met het oog op het zorgen voor een passende coördinatie en samenwerking tussen die instanties en waarbij de lidstaten worden verplicht ervoor te zorgen dat de door hen aangemelde instanties deelnemen aan de werkzaamheden van die groep.

Hoe dan ook dient paragraaf 11 aldus te worden herzien dat daarin wordt verduidelijkt wat dient te worden verstaan onder het begrip “desbetreffende harmonisatiewetgeving”.

Artikel 20

1. Het heeft geen zin een conformiteitsbeoordelingsinstantie die nog niet is aangemeld en die een verzoek tot aanmelding indient, te bestempelen als “aangemelde instantie”.

Artikel 20, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld:

“Elke instelling die nog niet is aangemeld zoals bepaald in artikel 16 en die de taken wil uitvoeren die omschreven worden in een of meerdere procedures van conformiteitsbeoordeling waarin dit besluit voorziet, dient een verzoek om aanmelding in”.

2. Uit artikel 20 blijkt dat het BIPT het verzoek tot aanmelding onderzoekt en er zich over uitsprekt.

Aldus wordt bij die bepaling voorzien in de omzetting van de artikelen 23 en 24 van richtlijn 2014/53/EU.⁹

De steller van het ontwerp dient er zich van te vergewissen dat het Instituut wel degelijk voldoet aan alle eisen en alle taken vervult die vervat zijn in die bepalingen van Europees recht.

3. In het derde lid van artikel 20 wordt bepaald dat het BIPT zich bij het onderzoek van de verzoeken tot aanmelding kan laten “bijstaan door deskundigen” en dat “de kosten voortvloeiend uit de prestaties van derden en die betrekking hebben op het onderzoek van de aanvraag [...] op de aanvrager [rusten]”.

Die bepaling strekt ertoe de instellingen die een verzoek tot aanmelding indienen ertoe te dwingen bepaalde kosten te dragen die door de bevoegde autoriteit zijn gemaakt in het

⁹ Ook al wordt in de concordantietabellen, die zijn overgezonden samen met het aan de afdeling Wetgeving bezorgde dossier, vermeld dat de omzetting van die bepalingen “niet nodig” is. De artikelen 23 en 24 van richtlijn 2014/53/EU hebben immers betrekking op de aanwijzing van de aanmeldende autoriteit door elke lidstaat en op de eisen waaraan de aanmeldende autoriteiten moeten voldoen. Artikel 20 en trouwens ook artikel 16, 1°, van het ontwerp hebben tot gevolg dat het BIPT wordt aangewezen als aanmeldende autoriteit.

kader van de haar toevertrouwde taak van openbare dienst, namelijk het onderzoek van de verzoeken tot aanmelding.

Zo wordt de betrokken aanvragers een retributie opgelegd.¹⁰

Zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt, is op grond van het in artikel 173 van de Grondwet¹¹ vervatte legaliteitsbeginsel het optreden van de wetgever vereist voor de invoering van federale retributies. De wetgever behoort de gevallen te bepalen waarin een retributie verschuldigd is en behoort de retributieplichtigen aan te duiden.¹²

In casu ontbreekt een dergelijke uitdrukkelijke wetsbepaling, als het gaat om de retributies die vereist zijn bij de ontworpen bepaling.¹³

In artikel 20, derde lid, moet de derde zin dus worden weggelaten.

Artikel 26

In paragraaf 7 moeten de woorden “ingebracht door een lidstaat” worden vervangen door de woorden “ingebracht door het Instituut”.

BIJLAGE 1

In punt 4.2 moeten de woorden “van de nationale autoriteiten” en “aan de bevoegde autoriteiten” worden vervangen door de vermelding van de betrokken autoriteit of autoriteiten.

Deze opmerking geldt *mutatis mutandis* voor bijlage 2, titel “Module B – EU-typeonderzoek”, punt 9 en titel “Module C - Conformiteit met type op basis van interne productiecontrole”, punt 3.2 en voor bijlage 3, punt 5.2 en punt 6.

¹⁰ De afdeling Wetgeving merkt ten overvloede op dat het bedrag van die retributie, en het principe zelf ervan, worden overgelaten aan het oordeel van het BIPT, aangezien de beslissing om een beroep te doen op een deskundige en de keuze van die deskundige en bijgevolg de beslissing over zijn vergoeding volledig worden overgelaten aan het BIPT.

¹¹ Dat artikel luidt als volgt: “Behalve voor de provincies, de polders en wateringen en de gevallen uitdrukkelijk uitgezonderd door de wet, het decreet en de regelen bedoeld in artikel 134, kan van de burgers geen retributie worden gevorderd dan alleen als belasting ten behoeve van de Staat, de gemeenschap, het gewest, de agglomeratie, de federatie van gemeenten of de gemeente”.

¹² Zie inzonderheid in dat verband advies 33.758/3, op 4 juli 2002 verstrekt over een “amendement bij het ontwerp van programmawet (*Parl.St.* Kamer, nr. 50-1823/1) betreffende de ‘Financiering bijzondere opdrachten in het kader van de bewaking van de voedselveiligheid’” (*Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 50-1823/037, 5), advies 34.328/1/2/3/4 op 31 oktober en 4 november 2002 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de programmawet (I) van 24 december 2002 (*Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 50-2124/001 en nr. 50-2125/001, 450-509, opm. bij artikel 283) en advies 36.080/1/2/3/4, op 7 en 12 november 2003 verstrekt over een voorontwerp dat geleid heeft tot de programmawet van 22 december 2003 (*Parl.St.* Kamer 2003-04, nr. 0473/001 en nr. 0474/001, 458).

¹³ In dit stadium staat het niet aan de afdeling Wetgeving om een uitspraak te doen over de eventuele overeenstemming van een dergelijke wetsbepaling *de lege ferenda* met richtlijn 2014/53/EU.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKINGEN

1. De hoofdstukken dienen genummerd te worden met Arabische cijfers.¹⁴
2. De tekst moet worden herzien teneinde de grammaticale fouten en de fouten in de zinsconstructie ervan te verbeteren. In de Franse tekst van artikel 2 schrijve men bijvoorbeeld “on entend” in plaats van “l’on l’entend”.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Pierre LIÉNARDY

¹⁴ *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 64.